

Pêche : le Sud Corse chef de file d'un projet européen

L'intercommunalité du Sud Corse pilote le programme Interreg Fishmednet pour la sauvegarde et la promotion de l'activité de pêche. Elle accueillait mardi à Porto-Vecchio ses partenaires européens et méditerranéens

Ils sont venus, pour certains de très loin, du Liban, de Palestine, de Tunisie, mais aussi de plus près, d'Italie, pour partager leurs expériences et réfléchir ensemble aux problématiques de la pêche en Méditerranée sous l'égide de la communauté de communes du Sud Corse.

Cette dernière a en effet été désignée chef de file du programme européen Interreg baptisé Fishmednet dans le cadre de ses compétences économiques et touristiques, et aura en charge la coordination et la gestion des flux financiers de ce programme. Elle a été retenue avec six autres partenaires européens et méditerranéens.

Fishmednet a pour objectif d'œuvrer en faveur du développement et de la diversification de l'activité de pêche et de la sauvegarde de ce patrimoine méditerranéen en péril.

Constat d'un secteur en crise

Doté d'un budget de 2,2 millions d'euros, il a vocation, outre les échanges d'expériences et de savoir-faire entre les partenaires, à mettre en œuvre des actions de formation des entreprises et professionnels de la pêche pour accroître leur potentiel de diversification et d'intégration et à favoriser le développement de nouveaux services, labels et produits afin



Tunisie, Liban, Italie, Palestine et Corse, partenaires du projet européen Interreg "Fishmednet" en faveur de la promotion, de la diversification et du développement du secteur de la pêche. / PHOTO N.A.

d'augmenter les revenus des pêcheurs.

Un travail qui se base sur un constat, celui d'un secteur en crise, affaibli par des décennies de surpêche en Méditerranée, avec des prises qui diminuent, un fort taux de chômage et une désaffection des jeunes pour ce métier. *"Pourtant, la pêche reste un secteur économique méditerranéen clé avec un potentiel commercial élevé et sous-exploité"*, assure Marie-Rose Santini, directrice de la communauté de communes du Sud Corse, qui accueillait mardi ses partenaires européens et médi-

terraneens à Porto-Vecchio pour l'installation du comité de pilotage. Parmi eux, des représentants d'associations, comme l'association tunisienne pour le développement de la pêche artisanale, le centre de développement économique et social de Palestine, l'ONG italienne Haliéus pour la promotion de l'entreprise coopérative, en lien avec Legacoop (association de coopératives) mais aussi des institutions telles que l'institut agro-économique méditerranéen de Bari (Italie) ou encore le ministère de l'Agriculture du Liban.

Ces acteurs des communautés côtières de la Méditerranée, qui sont confrontés peu ou prou aux mêmes problématiques, vont collaborer pendant 3 ans pour proposer des solutions et initiatives pour développer le potentiel du secteur de la pêche, créer de l'emploi et de la valeur ajoutée à travers la diversification (pescatourisme) mais aussi l'innovation et le développement durable.

Il s'agira aussi de favoriser les alliances économiques et de mettre les citoyens, pêcheurs et entreprises, au cœur du processus. Car ce programme doit aussi être

un vecteur du développement local et social. Une véritable opportunité, par exemple, pour la Palestine : *"Il y a aujourd'hui un grand écart entre les pays européens et arabes, notre volonté est de pouvoir échanger avec nos partenaires et approfondir notre connaissance dans le secteur de la pêche pour expérimenter des solutions dans notre région, notamment dans la bande de Gaza où l'activité rencontre de grandes difficultés en raison du contrôle de l'espace maritime par les Israéliens. Il y a chez nous aussi une situation politique difficile"*, souligne Akram Al Taher, directeur du centre de développement économique et social de Palestine.

Échanges, alliances, labellisation...

L'aspect artisanal est aussi au cœur de la problématique. *"Sur nos 53 000 pêcheurs, 70 % pratiquent une pêche artisanale et 90 % de la flotte est composée de bateaux de moins de 12 mètres"*, précise Yassine Skandrani, président de l'association tunisienne pour le développement de la pêche artisanale. *"Ce programme nous intéresse notamment dans le cadre du développement de partenariats public privé et d'alliances commerciales pour relever les défis liés à la pollution, à la surexploitation et à la situation sociale des pêcheurs. Il faudra*

peut-être trouver aussi d'autres niches pour valoriser ce patrimoine culturel et naturel".

Créer une activité durable, plus attractive pour les jeunes, cela passe aussi par l'innovation, la digitalisation et les nouvelles technologies, estime Francesca Ottolenghi de l'ONG Haliéus. *"Nous allons étudier la mise en place d'applications et d'une plateforme internet pour mettre en connexion les pêcheurs, les entreprises et les autorités publiques"*, précise-t-elle.

Le directeur général du ministère de l'Agriculture du Liban, Chadi Mohanna, a insisté sur l'enjeu social : *"La communauté des pêcheurs est une des plus dépourvues du Liban. Elle bénéficie de peu d'aides car on considère la zone littorale comme une zone riche. Le Liban est aussi confronté au vieillissement dans la profession. Promouvoir la diversification de cette activité est essentiel pour accroître l'intérêt des jeunes. Pour cela, il nous faut repenser la législation dans notre pays"*.

Les pêcheurs corses vont eux aussi bénéficier directement de ce programme *"avec le financement de plusieurs actions"*, indique Marie-Rose Santini. La mise en place de ce comité de pilotage a posé les bases de cette réflexion et planifié les axes de travail pour les trois prochaines années.

NADIA AMAR